



Communiqué de presse

Publication de l'étude d'impact sur la suppression des produits phytosanitaires

## **Suppression de produits phytosanitaires : quelles conséquences pour la production de fruits et légumes en France ?**

### ***12 productions passées au peigne fin***

**Paris, le 25 avril 2018** – *Alors que le gouvernement<sup>1</sup> réunit ce matin les acteurs agricoles pour présenter sa feuille de route « sur les produits phytopharmaceutiques et une agriculture moins dépendante aux pesticides », le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France publie une nouvelle étude d'impact sur la réduction de produits phytosanitaires disponibles dans les productions de fruits et légumes.*

Noix, pommes, pêches, oignons, poireaux, pour son étude d'impact 2018, le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France a sélectionné 12 productions représentatives du savoir-faire des producteurs français. Savoir-faire aujourd'hui menacé par de nombreuses impasses techniques parfaitement connues de l'administration.

Dans ce contexte, le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France s'inquiète des annonces qui seront faites par le gouvernement ce matin. Enlever de nouvelles briques à l'édifice de la protection phytosanitaire reviendrait pour beaucoup de producteurs à ne produire que les bonnes années (aux conditions climatiques favorables) voire à mettre la clé sous la porte. Ce désarmement de la protection phytosanitaire engagé par les autorités est particulièrement

---

<sup>1</sup> Stéphane TRAVERT, ministre de l'agriculture et de l'alimentation, Nicolas HULOT, ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, Agnès BUZYN, ministre des solidarités et de la santé, et Frédérique VIDAL, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

**Contact presse : 06 25 41 99 82**  
[contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr](mailto:contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr)

préoccupant en ce qui concerne les risques nouveaux à caractère invasif<sup>2</sup>, ou liés à la réémergence d'anciens risques (*Drosophila suzukii* en cerises, cynips du Châtaignier, bactérie *Pseudomonas syringae* pv. *Actinidiae* pour les productions de kiwi).

### **Une dérive démagogique**

Les producteurs sont particulièrement stupéfaits de la négation croissante de l'expertise des agences officielles d'évaluation française (ANSES) et européennes (EFSA, EChA) par les instances politiques. Celles-ci décident désormais de l'autorisation ou non d'une substance phytosanitaire en fonction de critères non scientifiques : contexte politique, pressions d'associations environnementalistes militantes, opinion publique du moment. La confusion porte également sur les notions de danger et de risque que l'on pensait définitivement acquises.

La deuxième dérive est une approche technocratique du retrait des substances phytosanitaires qui ne tient pas compte des productions. Les études d'impact sont quasiment inexistantes, bien que la loi issue du Grenelle de l'environnement impose ce type d'étude pour le secteur des fruits et légumes. Paradoxalement, la suppression d'une substance peut avoir pour conséquence l'emploi de plus de produits phytosanitaires !

### **Des productions en régression, une balance commerciale en déficit**

La production française de fruits et légumes a naturellement régressé depuis de nombreuses années. La compétitivité des exploitations est en berne. Conséquence, la consommation française devient de plus en plus dépendante des importations. La balance commerciale française est déficitaire en fruits et légumes frais de l'ordre de 4 milliards d'euros en 2017 (2,86 milliards d'euros pour les fruits et 1 milliard d'euros pour les légumes). Pour de nombreux secteurs, la lente régression se poursuit à l'exemple des surfaces de vergers de pêcheurs/nectariniers : -13 % entre 2011 et 2016 ; les importations représentent 3 fois la production.

Pour le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France, seul un changement radical d'approche des débats sur la protection des cultures permettra de sauver les productions. Ce

---

<sup>2</sup> <https://www.terre-net.fr/actualite-agricole/economie-social/article/autour-de-la-meditteranee-les-agrumes-risquent-de-disparaitre-202-137119.html>

### **Contact**

Tél. : 06 25 41 99 82 - [contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr](mailto:contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr)

nouveau paradigme doit impérativement inclure les étapes suivantes : identification des risques et des enjeux production par production, définition de la boîte à outils adaptée (prévention, lutte biologique, etc.) et, si nécessaire emploi de substances phytosanitaires dans des conditions clairement définies.

*Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France rassemble des producteurs travaillant en agriculture biologique et raisonnée. Membres de toutes les filières et de toutes les associations professionnelles, ils sont confrontés à un même problème majeur : protéger leur récolte de manière efficace et dans le respect de l'environnement. En 2007, ils ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics à cette menace qui pèse sur la production hexagonale et aux moyens d'y remédier. Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence les organisations professionnelles ; il n'a que pour but de les compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité.*

**Contact**

Tél. : 06 25 41 99 82 - [contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr](mailto:contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr)